

Synthèse

Les comparaisons internationales portant sur les économies et les sociétés s'effectuent le plus souvent au niveau des pays. Ainsi, les statistiques sur les capacités de production font référence au produit intérieur brut (PIB) et, de la même manière, la santé et l'éducation sont généralement chiffrées et débattues dans une perspective nationale. Toutefois, les écarts entre pays sont souvent moindres que les disparités intérieures. Au Chili, en Pologne, au Portugal et en Turquie, par exemple, le PIB par personne occupée dans la région la plus performante est plus de trois fois plus élevé que dans la région la moins performante. En plusieurs endroits, les disparités se sont récemment aggravées, comme le montre le doublement de l'écart de taux de croissance de l'emploi sur l'ensemble des régions de l'OCDE après la récession de 2008-09. Pour concevoir des stratégies qui permettent de retrouver et de pérenniser la croissance globale, il est essentiel de comprendre ce qui distingue et ce qui unit les structures économiques régionales. De plus, les données statistiques régionales peuvent aider au redressement des pays de l'OCDE, car elles font apparaître les atouts et les faiblesses des régions qui doivent devenir les moteurs d'un développement économique et social durable.

Le *Panorama des régions de l'OCDE* a pour but de révéler ces différences « localisées », et d'analyser leurs conséquences pour les performances nationales et les conditions de vie individuelles. Il le fait au moyen d'indicateurs régionaux qui permettent de repérer les régions qui progressent plus vite, ou plus lentement, que le reste du pays ou que l'ensemble des 34 pays de la zone OCDE. Il procède à l'analyse chronologique des profils de croissance et des inégalités persistantes, et donne un aperçu des relations qui unissent les caractéristiques des régions et les résultats qu'elles obtiennent.

Cette quatrième édition de la série *Panorama des régions de l'OCDE* s'articule en trois parties qui mettent en vedette la contribution des régions à l'édification d'économies plus fortes, plus justes et plus saines : I. Les régions, moteurs de la compétitivité ; II. Inclusion et égalité d'accès à des services de qualité dans les régions ; III. Viabilité environnementale dans les régions et les zones métropolitaines. Cette édition présente un certain nombre de nouveautés par rapport aux précédentes. L'analyse de la compétitivité régionale a été étendue à des mesures de l'investissement public dans les régions, à la connectivité régionale dans les activités d'innovation et aux tendances des migrations de main-d'œuvre qualifiée. Pour la première fois, des indicateurs régionaux des émissions de carbone, de la qualité de l'air, de l'évolution de l'espace urbain et de la couverture forestière, ainsi que de l'accès aux infrastructures de réseaux, ont été élaborés pour évaluer la viabilité écologique des régions. Des statistiques sur la mobilité de la main-d'œuvre et l'immigration dans les régions de l'OCDE enrichissent l'analyse de l'évolution démographique. La dimension territoriale de l'accès aux services est étudiée, tant dans les pays de l'OCDE (formation, santé et accès au haut débit) que dans les pays en développement (eau, assainissement et

électricité). Enfin, pour la première fois sont présentées des statistiques régionales concernant des économies émergentes (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Fédération de Russie et Inde).

Principales conclusions

Pour assurer la pérennité de la croissance nationale, il importe de tenir compte des facteurs locaux. Environ 40 % de la croissance du PIB, de l'emploi et de la population des pays de l'OCDE depuis une quinzaine d'années proviennent en grande partie d'un petit nombre de régions (les 10 % des régions les plus performantes). L'importance des agglomérations économiques pour la croissance est un fait établi. Toutefois, les données montrent que la croissance a ralenti dans de nombreuses grandes régions métropolitaines des pays de l'OCDE, tandis que les régions essentiellement rurales ont progressé à un rythme plus rapide que les régions essentiellement urbaines ces quinze dernières années, ce qui réduit l'écart entre zones urbaines et zones rurales dans certains pays.

Les gains de productivité du travail jouent un rôle plus important que l'évolution de l'utilisation de la main-d'œuvre dans la progression du PIB par habitant des régions de l'OCDE observée entre 1995 et 2007. Les écarts interrégionaux de croissance de la productivité du travail résultent toujours de multiples facteurs nationaux et locaux, englobant les politiques et institutions du marché du travail, ainsi que l'innovation et les qualifications. Aussi les autorités nationales et régionales sont-elles de plus en plus nombreuses à mettre en œuvre des politiques coordonnées de formation, de qualification et d'innovation.

Le nombre d'actifs ayant fait des études supérieures varie plus fortement d'une région à l'autre d'un pays donné que d'un pays à l'autre. L'Espagne, les États-Unis, la France et la République tchèque présentent la plus forte variation du niveau de formation supérieure. C'est ainsi qu'en 2008, aux États-Unis, en Virginie occidentale 16 % de la population active avait achevé des études supérieures, alors que dans le District de Columbia la proportion s'élevait à 44 %. Le capital humain hautement qualifié est de plus en plus mobile. Les régions qui dynamisent leurs ressources en capital humain sont celles qui peuvent attirer et retenir des travailleurs hautement qualifiés. Les données régionales sur les migrations internationales montrent que les régions qui accueillent déjà un nombre important d'étrangers très instruits ont un avantage dans la course mondiale aux compétences, du fait du rôle décisif des effets de réseau.

L'innovation technologique est très concentrée en quelques endroits. Environ 10 % des régions de l'OCDE sont à l'origine d'un tiers des dépenses totales de recherche et développement (R-D) des pays de l'OCDE et de plus de la moitié des demandes de brevets. La R-D et les brevets restent concentrés dans les régions de pointe des pays membres de l'OCDE à forte intensité de connaissances (Japon, Allemagne, États-Unis), avec différentes spécialisations (technologies vertes, biotechnologies et technologies de l'information et des communications, par exemple). Toutefois, de nouveaux champions régionaux font leur apparition depuis une dizaine d'années. Ainsi, Østjylland et Vestjylland (Danemark), Madrid et Barcelone (Espagne) et Séoul et Gyeonggi-do (Corée) se sont affirmées comme de hauts lieux des dépôts de brevets dans le domaine des énergies renouvelables. Resserrer la collaboration face aux défis mondiaux est un objectif prioritaire national, tant dans les pays de l'OCDE que dans les économies émergentes : ces cinq dernières années, Shanghai (Chine) et Karnataka (Inde) ont triplé le nombre d'associés dans le monde entier avec

lesquels ils déposent des brevets concernant les technologies vertes. Plusieurs régions sont en train de rattraper les champions nationaux de l'emploi manufacturier de haute technologie et des secteurs à forte intensité de savoir. L'étude de ces régions peut livrer des enseignements sur les moyens de reproduire un environnement favorable à la création d'entreprise et à la modernisation technologique.

La récession économique de 2008-09 subie par la zone OCDE a eu des effets divers en termes de pertes d'emplois à l'intérieur des pays membres. Les trois quarts des régions de l'OCDE qui avaient affiché une croissance de l'emploi entre 1999 et 2007 ont vu s'inverser la tendance entre 2008 et 2009. En moyenne, tous les types de régions ont accusé une contraction de l'emploi. Toutefois, les trajectoires sont fort différentes, et il est utile de comparer le profil de croissance antérieur à la crise des régions qui ont réussi à préserver la croissance de l'emploi au cours de la récession (« régions résilientes ») et celui des régions où la croissance de l'emploi a laissé place à une contraction (« régions touchées par la récession »). Les régions résilientes avaient enregistré avant la crise de plus forts accroissements de leur capital humain qualifié, ainsi que du taux d'activité et de la productivité des services aux entreprises, du secteur public et de l'agriculture.

Les pays ont réagi à la crise économique en prenant des mesures en faveur des entreprises et de l'emploi et en améliorant les conditions de croissance à long terme. Ces politiques structurelles mettent en avant la complémentarité des objectifs d'efficacité, d'équité et de protection de l'environnement. Les conséquences à long terme de la crise sur les conditions de vie des familles et la mobilité sociale, ainsi que la diversité des mesures prises par les pouvoirs publics, soulignent la nécessité de disposer de statistiques qui aillent au-delà de l'efficacité économique d'une région pour englober des mesures économiques et non économiques de la qualité de la vie. L'inégalité selon les régions de l'accès aux services publics essentiels et des possibilités données aux familles d'investir dans la santé et la formation a d'importants effets dynamiques, car les régions « fragiles » peuvent se trouver piégées dans un cercle vicieux et voir se réduire progressivement leur capacité d'attirer des habitants et des entreprises.

C'est au Chili, en Grèce, en Hongrie, en Israël, en Italie et en République slovaque que les disparités régionales des revenus des ménages sont les plus fortes. Les régions de ces pays se sont aussi heurtées à des difficultés structurelles dans l'emploi des jeunes adultes (le taux de chômage des jeunes dans certaines régions s'est élevé à 30 % en 2009) et des femmes (moins de la moitié des femmes d'âge actif étaient occupées en 2009) et elles présentent un chômage de longue durée plus élevé que la moyenne (dans ces régions, plus d'un tiers des chômeurs sont exclus du marché du travail depuis plus d'un an).

Les écarts de revenu n'expliquent que partiellement la qualité de la vie dans les différentes régions de l'OCDE. Les disparités interrégionales relatives au niveau d'instruction de base, à la santé ou aux ressources naturelles signalent les difficultés auxquelles se heurteront les politiques qui visent à pallier les handicaps locaux dans de nombreux pays. Les données montrent que les élèves des écoles des villes dépassent de 20 points ceux des écoles rurales au test de lecture PISA de l'OCDE, soit l'équivalent de près d'une année d'enseignement, même en tenant compte de la diversité socioéconomique des élèves. Au Canada, aux États-Unis et au Portugal, le taux de mortalité ajusté selon l'âge peut passer du simple au double selon les régions du pays. Au Chili, en Corée, en Italie et au Mexique, l'exposition régionale à la pollution atmosphérique peut aller de valeurs inférieures à la limite recommandée par l'Organisation mondiale de la santé, soit 10 microgrammes

de PM2.5 par mètre cube, à plus de 25 microgrammes. Certaines provinces de Chine et certains États de l'Inde dépassent la barre des 60 microgrammes de PM2.5 par mètre cube, concentration présentant de graves risques avérés pour la santé.

Ce volume présente pour la première fois des estimations des émissions régionales de carbone (CO₂) comparables de pays à pays. En Afrique du Sud, en Espagne, aux États-Unis, en Fédération de Russie et en République tchèque, les émissions de carbone (CO₂) sont dans certaines régions plus de trois fois supérieures à la moyenne nationale, soulignant le fait que les chiffres recueillis à l'échelle des pays ne suffisent pas pour concevoir des politiques de lutte contre le changement climatique. Les villes sont les points noirs des émissions de carbone, et des travaux sont en cours pour produire à l'échelon des grandes villes des estimations de l'efficacité carbone des économies urbaines.

Au total, le *Panorama des régions de l'OCDE* donne un aperçu multidimensionnel et dynamique de la façon dont la vie est vécue – et peut être améliorée – d'une région à l'autre des pays de l'OCDE et des économies émergentes. La publication met en évidence les lacunes dans les données et la couverture géographique, ainsi que la nécessité de trouver de meilleurs indicateurs dans certains domaines, et propose des étapes à suivre pour enrichir nos connaissances et élaborer ainsi des politiques fondées sur des observations factuelles.



Extrait de :
OECD Regions at a Glance 2011

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/reg_glance-2011-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2012), « Synthèse », dans *OECD Regions at a Glance 2011*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/reg_glance-2011-2-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.